

Le pouvoir aux travailleurs

22 Novembre 2014

N° 206

PRIX : 100 Fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)
Pour la construction du parti de la classe ouvrière

<u>SOMMAIRE</u>	PAGES
<u>EDITORIAL :</u>	
- LES MUTINS SONT INVITÉS À LA PRÉSIDENTE, LES OUVRIERS DU BÂTIMENT À LA MORGUE !	2 - 3
- LE POUVOIR FACE UNE MUTINERIE DE SOLDATS	4 - 6
- À QUAND LA RÉOLUTION DU PROBLÈME D'EAU ?	7
- LES ÉLÈVES AFFECTÉS DANS LES ÉTABLISSEMENTS PRIVÉS SE RÉVOLTE	8
- INTERDICTION DES SACHETS PLASTIQUES : LES FORCES DE RÉPRESSION NE S'EN PRENNENT QU'AUX PAUVRES	9
- COUPURES INTEMPESTIVES D'ÉLECTRICITÉ À PK 18 UNICAFÉ : Y EN A MARRE !	9
- LES TRAVAILLEURS N'ONT PAS À FAIRE LES FRAIS DE L'INTERDICTION DES SACHETS PLASTIQUES	10
- LES OUVRIERS DU PONT DE JACQUEVILLE RAPPELLENT LEUR DIRECTION À L'ORDRE	10 - 11
- BURKINA FASO : LE DICTATEUR EST TOMBÉ MAIS UNE NOUVELLE DICTATURE MILITARO CIVILE ASSURE LA TRANSITION	12 - 13

E d i t o r i a l

LES MUTINS SONT INVITÉS À LA PRÉSIDENTE,
LES OUVRIERS DU BÂTIMENT À LA MORGUE !

La rapidité avec laquelle le gouvernement a réagi devant un début de mutinerie au sein de l'armée et sa manière de répondre favorablement aux revendications des mutins illustre sa peur de perdre le contrôle de son principal appareil de répression. En effet, c'est principalement sur cette armée-là que nos dirigeants comptent pour asseoir leur pouvoir.

Lorsque ce sont les travailleurs qui revendiquent des droits ou des améliorations de leurs conditions d'existence, quand ce n'est pas par des propos méprisants que les dirigeants de l'Etat répondent à leurs légitimes revendications, ce sont les forces de l'ordre qu'on envoie contre eux pour les intimider. On envoie les plus combattifs en prison ou on les licencie. Cela a été le cas, entre autres, des travailleurs du bâtiment en grève.

Tout dernièrement, le 5 novembre, à Attécoubé, neuf ouvriers du bâtiment ont perdu la vie. Ils étaient chargés de démolir un immeuble de 4 étages, constitué de 200 studios. Ils n'étaient équipés que de simples masses. Ce qui était inévitable arriva : l'immeuble s'est écroulé. En plus des neuf morts il y a eu neuf autres blessés, dont certains très gravement.

Pour détruire cet immeuble, le ministère de la Construction avait vraisemblablement attribué le contrat à une entreprise appartenant peut-être à un dignitaire, un député, un ministre ou un maire. Le gouvernement avait chassé quelques temps plus tôt les occupants de cet immeuble, dans le cadre d'une opération plus vaste de « *déguerpissement* » des quartiers pauvres. Ce que deviendront les habitants ainsi chassés de leur logement n'est pas vraiment le problème du gouvernement. Lui, son souci c'est de récupérer tous les lotissements disponibles pour satisfaire les appétits des banquiers, des promoteurs immobiliers et des riches.

La vie des ouvriers recrutés pour la démolition et la reconstruction du bâtiment ne compte pas pour ces gens-là. Seul compte le profit. Ce patron d'entreprise savait d'avance que la justice est bien tolérante quand ce sont des riches qui sont en cause. D'ailleurs, si besoin, son argent n'est-il pas là pour parler pour lui ? En tout cas, ni le ministre de la Construction, ni l'entrepreneur qui a eu le contrat ne pouvait ignorer que pour démolir un tel immeuble, il fallait nécessairement mettre à disposition des moyens et des techniques appropriés. Mais cela leur importait peu !

Le drame est d'autant plus révoltant que les pompiers qui sont intervenus pour dégager ces ouvriers ensevelis sous les décombres n'avaient aucun matériel pour le faire. Pourtant, rien n'empêchait le gouvernement de réquisitionner aussitôt quelques engins lourds. On aurait peut-être pu ainsi en sauver certains. Ensuite, les blessés, au lieu d'être évacués vers une clinique de référence comme la Pisam, ont été déposés au CHU de Yopougon où toutes leurs chances de s'en sortir étaient ainsi perdues d'avance car il est de notoriété publique que cet hôpital est devenu un véritable mouvoir pour pauvres.

Le gouvernement qui ne manque pas d'hypocrisie et de mépris quand il s'agit des pauvres, a dépêché son ministre de la « *Solidarité* » sur les lieux du drame pour prononcer des paroles creuses. Celui-ci a ainsi « *promis que le gouvernement sera aux côtés des personnes endeuillées et apportera son assistance aux blessés* ». Autant dire que ce gouvernement incapable, ne serait-ce que, d'envoyer des engins pour sauver les travailleurs, veut solder les comptes avec 300 milles francs par tête de mort et peut-être autant pour les morts en sursis que sont ces blessés graves envoyés à l'hôpital-mouvoir.

LE POUVOIR FACE UNE MUTINERIE DE SOLDATS

Une mutinerie de soldats a éclaté le 18 novembre. Ce jours-là, les mutins ont pris le contrôle des grandes villes telles que Korhogo, Katiola, Bouaké, et mis la panique dans la ville d'Abidjan, défiant ainsi le pouvoir public par les armes. Dans plusieurs villes, les principales artères ont été simultanément bloquées par les soldats.

À Daloa, des coups de feu ont été entendus. Les militaires ont érigé des barrages empêchant les entrées et sorties des véhicules de la ville. À Korhogo aussi, il y a eu des tirs nourris et les entrées et sorties de la ville ont été également bouclées. À Bouaké, la gravité de la situation a été encore plus palpable. La ville a été quadrillée et tous les commissariats ont été neutralisés. Les mutins ont pris possession de la RTI locale. Selon toute vraisemblance, au cours de la soirée, ils ont aussi réussi à faire main basse sur la poudrière. En tout cas, les militaires ont paradé dans la ville très fortement armés.

Un pouvoir pris de cours

Si le pouvoir a parlé de manifestations de soldats à « *mains nues* », c'était uniquement pour faire croire aux gens que le problème n'était pas si grave et qu'il contrôlait la situation. Il a voulu surtout éviter que le mouvement fasse tâche d'huile et finisse par le balayer.

Ouattara a certainement en souvenir que son acolyte actuel, Bédié, avait été éjecté du pouvoir en 1999 pour avoir justement voulu tergiverser avec les militaires du rang qui s'étaient mutinés. C'est la raison pour laquelle, très rapidement, les représentants des

mutins ont été reçus à la Présidence avec tous les honneurs, comme des héros. Le gouvernement a aussitôt débloqué des dizaines de milliards de francs pour satisfaire à leurs revendications.

Manifestement, le pouvoir a été pris de cours. Ce n'est qu'après avoir platement accepté de négocier avec les mutins que Ouattara a ensuite déployé ses « *forces spéciales* » dans certains points stratégiques de la ville d'Abidjan. Ce faisant, il n'a fait que démontrer la fragilité de son pouvoir qui repose en grande partie sur cette armée qu'il ne contrôle pas autant que ce qu'il laisse croire. Heureusement pour lui que l'armée française est à quelques pas de sa présidence en cas de besoin !

Qui sont ces mutins ?

Ces ex-rebelles des forces armées de forces nouvelles (Fafn) qui se sont mutinés sont constitués de deux catégories. Il y a d'abord les ex-Fds, au nombre de 575, officiellement réintégrés dans le corps armées en 2009, suite à l'accord de Ouagadougou entre Gbagbo et son opposition armée. Ensuite, la grande majorité des mutins, au nombre de 8400, a été intégrée dans l'armée en 2011. Ensemble, ils viennent de rappeler à Ouattara, Soro, Bédié, Bakayoko et consort, eux tous qui ont les deux mains plongées dans la mangeoire ; eux qui ont les comptes bancaires bourrés et le ventre bien repu, que ce sont bien eux les ex-rebelles qui les ont installés au pouvoir par la force des armes. Certes, avec le soutien des forces armées impérialistes. Mais sans eux, dans tous

les cas, les Ouattara et sa clique ne seraient pas aujourd'hui au pouvoir. Alors, quand Ouattara dit à qui veut l'entendre qu'il a été « *élu démocratiquement* », sa soldatesque est là pour lui rappeler que sans eux il n'est rien !

Ils ont obtenu des engagements et des promesses

Les mutins ont réussi à créer un rapport de forces tel que leurs revendications ont été satisfaites au-delà leurs espoirs. Ils ont obtenu le paiement des « *arriérés de solde* » de 2009 à 2011. Ce n'était pourtant pas la revendication de départ des 8400 d'entre eux intégrés seulement en 2011. Ils ont aussi obtenu le paiement des « *baux administratifs* » avec effet rétroactif depuis 2009 jusqu'à 2014 pour eux tous ; ce qui est encore un autre cadeau de Monsieur le Président pris à la gorge.

Par ailleurs, le groupe de 8400 actuellement au grade de caporal ont aussi obtenu leur changement de grade, avec surtout l'augmentation de la solde qui va avec. Certains d'entre eux passeront ainsi au grade de caporal-chef et d'autres, directement à celui de sergent. Ils ont appris d'expérience à travers leur ex-chef com'zone Wattao qu'il est possible de passer du statut de cuisinier avec un grade de caporal à celui plus intéressant de lieutenant-colonel où celui-ci a été bombardé. Il suffit pour cela de saisir une opportunité et de braquer son arme au bon endroit et au bon moment !

"Je vous donne ce que vous exigez et vous m'aidez à réprimer les autres"

Ce n'est d'ailleurs pas encore dit que Ouattara et son clan s'en soient

tirés d'affaire pour autant. D'abord, il y a cette « *prime spéciale de guerre* » ou « *prime Ecomog* » d'un montant de 5 millions de francs par tête, revendiqués par ces ex-combattants. Là-dessus, il n'y a eu aucune communication officielle du gouvernement. Tout laisse croire que le pouvoir veut régler cette revendication en sous-main sans que cela face trop de bruit ; ceci, pour éviter peut-être que d'autres catégories de corps habillés n'aient la mauvaise idée d'exiger à leur tour le paiement de ces 5 millions. En tout cas, Ouattara a dit lui-même à ces mutins : « *Tous vos problèmes seront résolus. Et à partir de maintenant, je vous demande de vous comporter en soldats modèles. Je vous, le demande. Parce que si vous n'êtes pas des modèles, vous allez créer la chienlit dans ce pays* ». Et d'y ajouter : « *c'est à vous de nous assurer que d'autres ne rentrent pas dans la danse* ». En d'autres termes, Ouattara leur dit : « *je satisfais vos revendications. A vous de m'aider à réprimer les autres* ».

Il y a-t-il d'autres candidats à la mutinerie ?

Les « *autres* » en question, ce sont avant tout les dizaines de milliers d'ex-combattants qui espèrent toujours leur intégration dans l'armée et qui ponctionnent pour l'instant directement leur prébende sur les populations. Les attaques à main armées et les coupeurs de routes, par exemple, ce sont eux. Ils, constituent une menace potentielle pour le pouvoir.

D'ailleurs, un tout petit nombre d'entre eux s'était aussi mis dans la « *danse* », le même jour à Abobo. En effet, un groupe encagoulés portant des treillis pour certains, armés de quelques armes, ont tenté de mettre la pagaille. Ils avaient même réussi à braquer un véhicule Ccdo (Centre de coordination des décisions

opérationnelles), un véhicule de ceux-là même qui sont censés être des « élites » de l'armée, spécialisé dans le maintien de la sécurité. Ils avaient aussi pris le contrôle du commissariat du 13^{ème}, après en avoir chassé les policiers.

Ce sont finalement les Frci du camp commando d'Abobo qui sont venus facilement à bout de ces quelques insurgés mal préparés, en trop petit nombre, et qui avaient probablement cru à tort que l'invitation à la danse leur avait été aussi ouverte. Il y a eu un mort dans cette échauffourée, dont le cadavre n'a été ramassé que le lendemain.

Et du côté des ex-Fds et des policiers ?

Il y a les ex-Fds qui voudraient certainement aussi goûter à leur part de gâteau. Mais ceux-là avec leurs collègues ex-rebelles se regardent encore en chiens de faïence et gardent plutôt encore la queue basse. Il y a aussi la police dont leurs représentants s'étaient d'ailleurs invités dans la salle de négociation sans y avoir été conviés. Ils espéraient ainsi pouvoir eux aussi poser leurs revendications mais ils ont été chassés de la salle comme des malpropres par les autorités gouvernementales.

Blaguer tuer

Si ces soldats mutins ont eu tous les égards des autorités gouvernementales ; s'ils ont été reçu en grande pompe à la Présidence et ont eu droit à la photo de famille et sont passés à la télé ; si Ouattara a eu des mots gentils pour eux, du genre :

« *Vous avez défendu la patrie et la patrie doit faire preuve de reconnaissance et de gratitude (...) c'est une question d'équité (...) je suis fier de vous* », cela ressemblait aux propos de quelqu'un qui a un fusil braqué sur sa tempe. Il fait penser à un maître-chien qui a peur d'être mordu par ses propres chiens, mais dont il a aussi besoin pour défendre ses intérêts et de ceux dont il en a la garde.

"Qui a du fer a du pain !"

Aux yeux des autorités, ces soldats du rang qui sont généralement issus des quartiers pauvres, sont considérés comme leurs chiens de garde. Ils les traitent d'ailleurs généralement comme tels. Ils en ont besoin pour réprimer d'éventuelles révoltes venant des populations pauvres. Les bourgeois savent que ces travailleurs qu'ils écrasent et qu'ils oppriment finiront un jour par se révolter et remettre en cause le système économique et sociale capitaliste qui les opprime et qui les réduit à la misère.

Mais gageons que le jour venu, même ces militaires ne seront pas pour eux un repart. Les travailleurs finiront bien par trouver le chemin de leur libération. Après tout, même ces militaires derrière lesquels la bourgeoisie se protège, ne viennent-ils pas de leur propre rang ? Alors, quelque part, il y a des odeurs qui restent et qui peuvent servir de ralliement le moment venu. Dans tous les cas, les soldats mutins viennent de montrer que « *qui a du fer a du pain* ».

L E U R S O C I E T E

À QUAND LA RÉOLUTION DU PROBLÈME D'EAU ?

À Abobo, commune la plus peuplée et aussi la plus pauvre de la ville d'Abidjan, il y a un problème endémique d'eau et cela dure depuis des années. Mais ces deux dernières semaines le problème semble s'être aggravé. Les robinets ne fournissent plus d'eau dans nombre de quartiers de la commune.

En temps normal dans la plupart des quartiers de la commune, l'eau n'arrive dans les robinets qu'aux heures tardives. Il y a des quartiers (Désert, Akeikoi, Bokabo, Biabou, etc) où le débit de l'eau est tellement faible que c'est dans quelques coins de bas-fonds que l'on vient se ravitailler.

Les infrastructures pour le ravitaillement en eau des quartiers n'ont pas suivies l'extension de ces derniers. En plus, le matériel vieillissant n'a pas été renouvelé pour assurer son bon fonctionnement. De ce fait, même l'approvisionnement d'eau est rythmé par des coupures intempestives. Abidjan a vu sa population passer de 1,5 million à près de 6 millions aujourd'hui avec les mêmes installations. Le déficit journalier est estimé à 150.000 m³ pour un besoin estimé à 500.000 m³. L'État et la Sodeci, jusque-là, se sont contentés de surutiliser l'existant et d'empocher l'argent de la vente d'eau. C'est seulement maintenant, vu la gravité de la situation, que l'État essaie de mettre en place des structures pour

pallier au manque d'eau. Le 1^{er} ministre entouré d'un parterre de notables a visité des chantiers de Yopougon et de Moossou destinés à l'amélioration de l'approvisionnement en eau d'Abidjan. Ils prétendent que ses ouvrages permettront de mettre fin au problème d'eau. Pourtant en 2008 déjà, le ministre Achi Patrick en visitant le chantier du château en construction d'Angré, promettait au Abidjanais que le problème d'eau serait un lointain souvenir dans trois mois. Aujourd'hui, 6 ans après, des quartiers d'Abidjan sont toujours confrontés au même problème.

En attendant, c'est surtout dans les quartiers les plus défavorisés qu'on souffre des pénuries. C'est ainsi que dans la journée du vendredi 21 novembre dernier, des femmes du sous quartier de Dokui excédées par cette énième coupure d'eau qui perdure, ont organisé une manifestation devant l'agence de la Sodeci du quartier. Le manque d'eau pèse en 1^{er} sur les femmes, car c'est elle qui dans le quartier font la corvée d'eau. Quand il faut se lever tôt ou porter des bassines d'eau sur une longue distance, c'est surtout les femmes qui en souffrent.

À l'exemple des femmes du Dokui, c'est une grosse manifestation qui peut décider les dirigeants à se soucier des problèmes concernant les pauvres.

L E U R S O C I E T E

ÉVACUACUATION SANITAIRE D'UN VALET

Le DG de Fraternité Matin, Venance Konan est rentré en début du mois de novembre de France où il avait été évacué d'urgence par le président Ouattara pour être soigné. Entre gens du même monde, ils cultivent la solidarité entre eux. Venance Konan a mis sa plume au service des intérêts de Ouattara. Ce dernier, en retour, lui montre sa reconnaissance. Il lui a même, en plus,

offre un poste au conseil économique et social. C'est dire que les maîtres prennent bien soin de leur valet. Et pourtant il n'est pas bien loin le temps où Venance Konan crachait des propos ethnistes et xénophobes sur Alassane Ouattara, quand celui-ci était en concurrence avec Bédié. Mais ces gens savent parfois pardonner leur laquais.

LES ÉLÈVES AFFECTÉS DANS LES ÉTABLISSEMENTS PRIVÉS SE RÉVOLTENT

Le 18 novembre, les élèves affectés par l'Etat dans les établissements privés de la commune d'Abobo ont sillonné les lycées et collèges publics pour empêcher leurs camarades de suivre les cours et les faire sortir des salles de classe. Leur colère s'explique par le fait qu'ils soient, depuis plus de deux semaines, chassés des classes par les « *fondateurs* » des établissements les accueillant.

En effet, à ces patrons d'écoles privées, l'Etat ne leur a pas versé de quote-part sur les frais d'inscriptions des élèves affectés dans leurs établissements. Les négociations entreprises par les autorités gouvernementales n'ont rien donné. C'est ainsi qu'ils ont décidé de mettre dehors tous ces élèves.

En réalité, ces patrons qui réclament la somme de 39 milliards à l'Etat, ne sont que des exploiters. En effet, les enseignants qui dispensent les cours dans ces établissements sont très mal rémunérés. Certains ne touchent même pas le salaire d'un ouvrier. Les classes sont surchargées et dans certaines écoles il n'y a pas de

toilettes et souvent pas d'eau courante. En un mot, c'est un enseignement au rabais qui est dispensé aux élèves qui sont en grande majorité des enfants des travailleurs. C'est d'ailleurs à cause de la mauvaise qualité des cours dispensés dans ces établissements qu'ils sont généralement appelés « *écoles boutiques* ».

C'est à juste titre que ces élèves se révoltent et empêchent leurs camarades de prendre les cours pour se faire entendre, face à l'indifférence du gouvernement. Car pendant qu'ils sont à la maison, les cours continuent sans eux et pourtant à la fin de l'année, ils seront tous évalués sur l'ensemble du programme.

Comme à son habitude, le gouvernement traîne les pas quand il s'agit de faire face aux problèmes qui touchent les travailleurs et la population pauvre. D'autant plus que les enfants des riches ne fréquentent pas ces établissements. Quand leurs enfants ne sont pas dans un lycée français ou un établissement de renom des quartiers huppés, ils sont dans les écoles en Europe ou aux Etats Unis.

L E U R S O C I E T E

INTERDICTION DES SACHETS PLASTIQUES : LES FORCES DE RÉPRESSION NE S'EN PRENNENT QU'AUX PAUVRES

Depuis quelques temps, une opération a été lancée par le gouvernement pour soi-disant mettre fin à l'utilisation de sachets plastiques. Mais plutôt que de s'en prendre aux gros industriels et aux grossistes qui inondent les marchés de ces sachets, ils préfèrent s'en prendre, comme c'est leur habitude, aux petites gens.

Ainsi, on a vu des nervis de la "brigade de salubrité" dans les rues d'Abidjan s'en prendre violemment à des petits commerçants dont les marchandises sont emballées dans des sachets plastiques ; aux

vendeuses d'eau glacée, de chips, d'attieké, de jus de fruits, etc.

Selon le journal Fraternité Matin du 19 Novembre, 9 personnes ont été déférées au parquet depuis le début de l'opération et des marchandises emballées dans des sachets, ont été saisies. Evidemment, il n'est pas venu à l'idée de cette prétendue brigade de salubrité publique d'aller chatouiller les riches qui fabriquent ou qui inondent le marché. Au lieu de ça, les autorités se bornent à réprimer les petites gens avec tout le mépris qu'ils ont pour les pauvres.

COUPURES INTEMPESTIVES D'ÉLECTRICITÉ À PK 18 UNICAFÉ : Y EN A MARRE !

Cela fait quatre jours de suite que le quartier PK18 Unicafé subit des coupures d'électricité tous les soirs. C'est une situation désagréable que vivent les populations de ce quartier populaire. Sans compter tous les problèmes d'insécurité que cela peut générer. Mais cela ne semble pas émouvoir les autorités qui traînent les pas pour résoudre ce problème.

L'insuffisance des infrastructures de production de l'électricité est un problème connu. Et le gouvernement a fait plein de tapage

médiatique pour nous expliquer qu'il est en train de faire des « efforts » pour régler ce problème avec en vue les prochaines échéances électorales. Mais force est de constater que « ces efforts » ne semblent pas concerner les quartiers populaires qui sont toujours en proie à des coupures intempestives d'électricité.

L'accès à l'électricité est un droit élémentaire pour toute la population. Nous refusons d'être des laissés-pour-compte.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

LES TRAVAILLEURS N'ONT PAS À FAIRE LES FRAIS DE L'INTERDICTION DES SACHETS PLASTIQUES !

Avec l'entrée en vigueur de la mesure gouvernementale d'interdiction des sachets, nombreux sont les travailleurs qui se sont retrouvés sur le carreau. C'est le cas à Zenith, à Ifamci, à Interpac, ainsi que dans toutes les entreprises qui fabriquent des sachets plastiques. Les patrons ont trouvé là un bon prétexte pour mettre à la rue des travailleurs.

Ces travailleurs auraient dû être réaffectés vers d'autres sections surtout que dans la plupart des entreprises de la zone industrielle de

Yopougon, les ouvriers travaillent en sous-effectif et sont surmenés. Mais cela, c'est sans compter que pour tous ces riches qui exploitent les travailleurs, c'est avant tout le profit qui les intéresse. Le sort des travailleurs, ils s'en moquent royalement.

Il est clair que l'emploi massif de sachets plastiques dans la vie courante a un impact certain sur l'environnement. Mais ce qui est révoltant, c'est que l'élimination de ces sachets se fasse au détriment des travailleurs.

LES OUVRIERS DU PONT DE JACQUEVILLE RAPPELLENT LEUR DIRECTION À L'ORDRE

Les travailleurs ont repris la lutte le 14 novembre en faisant un débrayage pour montrer qu'ils ne sont pas contents de la lenteur des négociations. Il y a de cela plus de trois mois que les travailleurs de ce chantier ont engagé des négociations pour des améliorations de salaires et autres conditions de travail.

Au cours de la première grève, le gouvernement a dépêché le directeur du cabinet du ministère des Infrastructures économique. Ce dernier, en compagnie du préfet de Jacqueville, a mené des négociations en cherchant à berner les travailleurs.

Mais ce dernier coup de colère des travailleurs est parti de la rencontre qu'ils ont eu la veille avec l'inspecteur du travail de Dabou et la structure SNS, qui est le conseil juridique de la société Arab

Contractors qui les emploie. En effet, au cours de cette rencontre, il était prévu que la structure SNS devrait présenter le calcul des droits de rupture de contrat aux travailleurs. Les travailleurs assistés de leur syndicat et l'inspecteur en tant qu'arbitre, devraient valider le calcul qui a été fait. Mais comme c'est souvent le cas, l'inspection a carrément pris fait et cause pour la direction. Ainsi, avant le début de la négociation, le « *directeur départemental de la direction de travail des lagunes* » a demandé aux travailleurs et à leur syndicat de leur accorder quelques minutes d'entretien avec SNS. Après plus de 45 minutes, las d'attendre, le porte-parole des travailleurs appela l'inspecteur pour les mettre en garde en menaçant de faire venir tous les travailleurs s'ils n'arrêtent pas leur tête à tête.

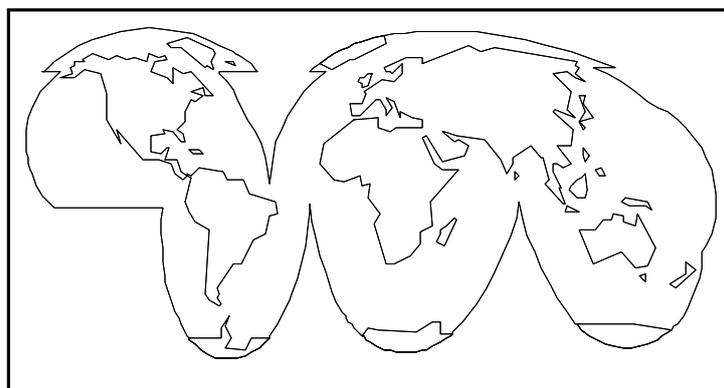
LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

Pris de peur, le directeur finit par mettre fin à son tête à tête et les invita à rentrer pour la discussion. Mais une fois dans la salle, il annonce qu'il ne va pas dévoiler les calculs et que c'est quand chaque travailleur va percevoir son dû qu'il vérifiera si c'est bon ou pas. Les travailleurs sont indignés et refusent cette procédure. D'ailleurs ils ont demandé à l'inspecteur de ne plus s'immiscer dans cette négociation parce qu'il avait, d'après eux, changé de visage, changé de parole. C'est sur ces paroles qu'ils ont renvoyé le directeur qui a quitté aussitôt les lieux.

Le lendemain vendredi 14, tôt le matin, le chantier fut paralysé. Ce jour, par hasard, le directeur d'Arab Contractors pour l'Afrique de l'ouest visitait le chantier. Au début, il a voulu intimider les travailleurs comme tout bon patron. Mais vu la détermination des travailleurs qui refusent de reprendre le travail sans une suite favorable à leurs problèmes, il les

invite à une rencontre. Après avoir entendu les travailleurs, il a accédé à leur requête de ne pas signer les contrats proposé par SNS ; de payer leur ancienneté et faire signer des contrats au nom d'Arab Contractor avec une revalorisation des salaires selon le barème du secteur BTP ; qu'il s'engage aussi à garder tous les travailleurs jusqu'à la fin des travaux. Une nouvelle rencontre est prévue dans une semaine. En attendant, il a demandé que la structure SNS envoie une nouvelle copie de ses calculs ; que si cette nouvelle copie ne convient pas, les travailleurs sont libres de refuser et d'attendre son retour de voyage. Les travailleurs ont dit qu'ils préfèrent attendre son retour. En attendant, biens conscients, les travailleurs disent bien garder le bâton, comme le dit un adage d'ici, car « *le serpent n'est pas encore mort* ». C'est pourquoi ils continuent de faire la mobilisation, en faisant même appel à ceux qui ont été renvoyés.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

**BURKINA FASO : LE DICTATEUR EST TOMBÉ
MAIS UNE NOUVELLE DICTATURE MILITARO CIVILE ASSURE LA TRANSITION**

Le 31 octobre dernier une insurrection populaire a balayé le régime de Blaise Compaoré. Ce dernier a été évacué par ses militaires et aussi par l'Armée française vers la Côte d'Ivoire avant de trouver un refuge doré à Casablanca au Maroc. Après avoir passé 27 ans à la tête de l'Etat, il voulait briguer un cinquième mandat par une modification de la constitution.

Les jeunes scolarisés et les étudiants issus des classes pauvres ont dit non à cette dictature et ont réussi à faire tomber Compaoré. Ils ont dit non à son clan qui se pavane dans un luxe insolent, qui ne se déplace que dans des voitures rutilantes acquises avec la sueur et le sang de tous ceux qui produisent les richesses, que ce soit dans les villes ou dans les villages. Ils ont dit non à leur façon en détruisant les édifices qui sont à leurs yeux les symboles de ce régime. Ils ont dit non en mettant à sac la villa de son frère François Compaoré surnommé le « petit président ». Il était un pouvoir dans le pouvoir puisqu'il convoquait des réunions ministérielles à son domicile et faisait tomber la tête de ceux qui n'étaient pas assez dociles à ses yeux. Dans le sous-sol de cette demeure luxueuse, les insurgés auraient découvert des squelettes humains, sans doute ceux de personnes ayant succombé aux tortures de cet homme connu pour sa férocité. Il se croyait intouchable, puisque protégé par son frère à la tête du pays.

Ce clan s'accrochait au pouvoir et ne voulait plus lâcher prise car ce pouvoir lui permettait de s'enrichir et de mener un train de vie insolent

pendant que la population croupissait, c'est toujours le cas, dans une situation misérable. Près d'un habitant sur deux doit se contenter d'environ 1000 FCFA par jour pour survivre. C'est la raison pour laquelle des vagues de contestations ont déferlé à plusieurs reprises dans le pays, finissant par l'emporter.

Les capitalistes des grandes puissances, au premier rang desquels il y a ceux de France ancienne puissance colonisatrice, étaient les premiers bénéficiaires de ce système ignoble. Ils étaient peu regardants avec les pratiques des dirigeants locaux, du moment qu'ils pouvaient décrocher des contrats juteux et réaliser des chiffres d'affaires intéressants. En contrepartie de ces marchés, nulle doute qu'ils corrompaient, qu'ils « remerciaient » sous forme sonnante et trébuchante les dirigeants. Ceux-ci prélevaient le complément dans les caisses de l'Etat, si bien qu'au bout du compte il ne reste pas grand-chose pour les services publics utiles à la population tels que les hôpitaux et les écoles.

Dès que Compaoré est tombé, le lieutenant-colonel Zida numéro deux de sa garde rapprochée, a pris les choses en mains avec l'approbation de la CDEAO, de l'Union Africaine et des représentants des grandes puissances. Compaoré était un de leurs amis et ils n'ont pas fait preuve de la moindre désapprobation sur sa façon de gouverner.

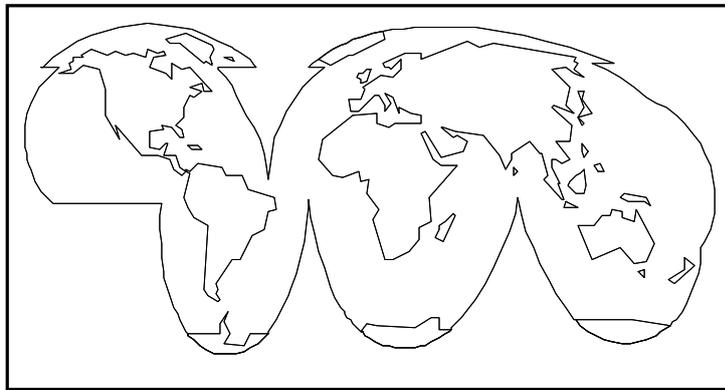
Un des chefs de file de l'opposition, Zéphirin Diabré, n'était, paraît-il, pas loin de donner l'accolade au galonné Zida, ce qui en dit long sur

ce genre d'opposition. L'objectif prioritaire des différentes composantes dites d'opposition, consiste à quémander quelques postes ministériels et quelques places de députés qui sont en train d'être installés au parlement par le nouveau pouvoir selon son bon vouloir, dans le cadre d'un régime de transition. C'est cette direction étatique qui est en train d'être mise en place pour une période d'un an à l'issue de laquelle des élections, présidentielle et législative, seraient organisées. Cette opposition a élaboré une charte allant dans ce sens et l'a remise bien respectueusement

aux militaires installés au sommet de l'Etat.

Ceux-ci ne cachent pas qu'ils négocient parallèlement avec certains dignitaires du CDP, le principal parti qui soutenait le président déchu, ainsi qu'avec les chefs coutumiers, les représentants des églises ainsi que des notables issus de la "*société civile*". Autant dire qu'avec ce pouvoir qui se met en place, pas grand-chose ne changera en faveur des classes pauvres grâce à la mobilisation desquelles le dictateur détesté est tombé.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

Les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.